

Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 21 (2005)

Artikel: Les archives sensibles des mouvements sociaux des années 60 et 70 : un patrimoine à préserver
Autor: Auderset, Patrick / Fondrini, Alessia
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-520404>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LES ARCHIVES SENSIBLES DES MOUVEMENTS SOCIAUX DES ANNÉES 60 ET 70. UN PATRIMOINE À PRÉSERVER.

PATRICK AUDERSET, ALESSIA FONDRINI

Les archives sensibles

S'intéresser à l'histoire des mouvements sociaux qui ont transformé la Suisse romande durant les années 60 et 70 pose d'emblée la question des sources. S'agissant d'une période récente, qui entre tout juste dans le champ historique, on est face à une situation paradoxale : vu sa proximité, le potentiel documentaire est très important, mais il est souvent difficilement accessible, car encore aux mains des protagonistes eux-même ou sous le sceau de la protection des données personnelles.

Si la nécessité de préserver les sources écrites est maintenant bien établie¹, l'importance d'autres types de documents demande encore à être pleinement reconnue. L'intérêt porté aux documents iconographiques et audiovisuels s'est néanmoins développé ces dernières années². S'agissant d'un passé proche, il est également apparu opportun d'enrichir la gamme des sources en recueillant le témoignage des acteurs et actrices de ces luttes³. Par contre, l'attention portée aux objets produits ou utilisés par les mouvements sociaux reste faible. On trouve très peu de travaux qui soient consacrés à l'interprétation des traces matérielles laissées par ces luttes, du moins dans le domaine francophone. Ainsi, le

1. On en veut pour preuve l'existence de plusieurs lieux d'archivages spécifiquement consacrés aux sources des mouvements sociaux et en particulier du mouvement ouvrier : fonds de l'AEHMO déposés à la BCU à Dorigny, Centre International de recherche sur l'anarchisme (CIRA) à Lausanne, Collège du travail à Genève et, en Suisse alémanique, Archives sociales suisses à Zurich et Fondation Gösteli à Worblaufen vouée aux femmes et au féminisme. On remarquera également que la plupart des archives publiques les accueillent maintenant au nombre de leurs fonds d'archives privées.

2. En 1994, la journée de réflexion annuelle de la Société générale suisse d'histoire a ainsi porté sur les sources audiovisuelles de l'histoire (photographiques, télévisuelles, cinématographiques, radiophoniques et d'histoire orale). Un dossier présenté par Yves Collart y est consacré dans la *Revue suisse d'histoire*, vol. 45, n°4, 1995, pp. 513-532.

3. Pour des exemples concernant la Suisse romande: Pierre Jeanneret, « Les sources orales et la pratique de l'interview enregistrée », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 14, 1998, pp. 57-66, et l'Atelier de recherche historique sur les témoignages oraux (ARHTO), *idem*, pp. 91-92.

bilan historiographique sur le mouvement ouvrier, publié en 1997⁴, présente quelques collections iconographiques et s'ouvre aux sources cinématographiques, mais ne se préoccupe pas des objets. De plus, ces derniers n'ont suscité aucune contribution particulière depuis lors, contrairement aux affiches⁵.

À notre connaissance, les seules contributions significatives relatives au patrimoine matériel des mouvements sociaux, en l'occurrence celui du mouvement ouvrier, sont celles réunies par Noëlle Gérôme dans un ouvrage intitulé *Archives sensibles. Images et objets du monde industriel et ouvrier*⁶. Évoquant l'histoire des représentations, l'histoire sociale et culturelle ou encore l'archéologie industrielle, elle souligne la « fécondité de recherches qui s'appuient de façon de plus en plus habituelle sur des sources constituées par des collections d'images ou des ensemble d'objets témoignant d'univers techniques, domestiques, politiques, imaginaires... »⁷. Elle propose donc de les considérer comme « archives sensibles » complétant les sources écrites traditionnelles. Certes, les objets ne nous disent rien du contexte dans lequel ils ont été employés s'ils ne sont pas accompagnés de documentation (témoignages, images, archives). De ce point de vue, ils ne prétendent pas se substituer aux sources classiques. Ils offrent cependant un éclairage singulier sur la contestation. Par leur matérialité, ils rendent tangibles certaines dimensions de l'action militante que les sources écrites ne font, au mieux, qu'évoquer : les pratiques de lutte, l'organisation du travail, le savoir-faire et l'imaginaire militant. Ainsi, les inscriptions des banderoles informent bien sûr des revendications du mouvement. Mais leur intérêt ne se limite pas à ces informations que les archives, notamment celles de police, fournissent généralement aussi. Souvent, le ton et le registre de langue, l'iconographie lorsqu'il y en a, révèlent l'ancrage social et culturel des contestataires. Surtout, ces banderoles nous invitent à nous interroger sur les conditions de leur production et de leur utilisation : par qui les textes sont-ils rédigés ? comment sont-elles fabriquées ? par qui sont-elles portées ? Ainsi, entre les premiers drapeaux syndicaux et les bannières manufacturées contemporaines, on mesure un siècle de transformations du mouvement ouvrier comme de la société dans

4. Brigitte Studer et François Vallotton (dir.), *Histoire sociale et mouvement ouvrier 1848-1998*, Lausanne, Editions d'en bas ; Zurich, Chronos Verlag, 1997, 367 p.

5. Claude Paul Leuenberger et Olivier Pavillon (avec la collab. de Liliane Déglise Bitiqi), « Grèves, solidarité internationale, libération de la femme... Quand les murs de Lausanne affichaient la révolution mondiale », *Mémoire vive*, n° 10, 2001, p. 35-37 ; Charles Giroud, « Des affiches genevoises de la contestation étudiante, 1968-1975. Collection de la BPU », *Equinoxe*, n° 24, automne 2004, p. 64.

6. Sous la dir. de Gérôme Noëlle, Cachan: Ecole Normale Supérieure de Cachan, 1995, 313 p.

7. *id.*, p. 10.

laquelle il s'insère⁸. Le masque à gaz artisanal utilisé dans le contexte de la lutte contre l'implantation de la centrale nucléaire de Gösgen signale certaines des formes prises par la contestation, et en particulier l'intensité des affrontements entre militant-e-s et forces de l'ordre ; il révèle l'inventivité et l'ingéniosité des contestataires, comme il symbolise la disproportion des moyens des uns et des autres⁹. Dans le cas des mouvements sociaux des années 60 et 70, le recours à ces archives sensibles semble d'autant plus pertinent que certaines revendications portaient précisément sur les formes et les moyens de la contestation : le refus de la séparation entre conception et exécution, l'importance de l'action directe, la valorisation de la créativité.

En quête de traces patrimoniales

Si les archives sensibles présentent un intérêt historique indéniable, encore faut-il, pour que soit assurée leur préservation, que leur soit reconnue une valeur patrimoniale, c'est à dire qu'elles figurent comme biens culturels dignes d'être conservés et transmis aux générations futures¹⁰. Et l'une des manifestations très concrète de cette reconnaissance se traduit par leur prise en charge par des lieux actifs dans la conservation du patrimoine culturel – musées, archives, bibliothèques.

Afin d'évaluer les traces patrimoniales laissées par les mouvements sociaux romands des années 60 et 70, nous avons cherché à établir quels objets et documents avaient été conservés dans des lieux accessibles au public¹¹. Au vu de l'ampleur de la tâche, nous avons privilégié une approche qualitative, fondée sur nos connaissances du réseau patrimonial romand et sur les pistes que nos interlocuteurs et interlocutrices successives nous suggéraient. Nous nous sommes adressés aux musées romands et alémaniques susceptibles de détenir de telles pièces: les musées d'histoire et d'ethnographie, ainsi que les institutions spécialisés dans la conservation d'un type de documents particuliers, tel l'affiche, la

8. Un exemple d'interprétation de 8 drapeaux syndicaux français du début du XX^e siècle est proposé par Rémy Cazals, « Drapeaux syndicaux, témoins de l'histoire », dans: Noëlle Gérôme, *op. cit.*, pp. 268-283.

9. Voir l'illustration p. 204.

10. Pour une réflexion sur la notion de patrimoine culturel et sur les modalités de sa constitution, voir *Tri, sélection, conservation. Quel patrimoine pour l'avenir?*, Actes de la table ronde organisée sous l'égide de l'Ecole Nationale du patrimoine les 23, 24, 25 juin 1999, Paris, Monum ; Ed. du Patrimoine, 2001 [Textes réunis par Isabelle Balsamo]. En particulier les contributions de Pierre Nora, de Jean-Didier Urbain, de Michel Colardelle et de Jean Guibal.

11. Pour le patrimoine relatif au mouvement ouvrier suisse, un certain nombre de pistes, notamment audiovisuelles, sont proposées par: Karl Lang, « Die Archive der Schweizerischen Arbeiterbewegung », dans: Brigitte Studer et François Vallotton (dir.), *op.cit.*, pp. 259-273.

photographie ou le film¹². Afin de compléter la recherche, nous nous sommes également tournés vers les archives, bibliothèques ou médiathèques qui semblaient pouvoir abriter des objets et documents visuels en rapport avec les mouvements sociaux romands¹³. Quelques institutions ont initié des collections particulières de documents iconographiques, photographiques ou audiovisuels parmi lesquelles figurent des éléments nous concernant¹⁴. En outre, la plupart des archives cantonales ou communales contactées possèdent quelques pièces relatives à la contestation des années 60 et 70, parfois sous la forme de fonds particuliers, parfois incluses dans d'autres fonds et notamment ceux des partis de gauche¹⁵. Quant aux lieux voués aux archives du mouvement ouvrier romand, ils conservent également quelques fonds consacrés à cette période, mais qui, à l'exception de quelques affiches et photographies, relèvent de l'écrit¹⁶. S'il est parfois difficile de se faire une idée précise du contenu des fonds d'archives,

12. Musée national suisse à Zürich; Maison Tavel, Genève; Musée cantonal d'archéologie et d'histoire, Lausanne; Musée historique de Lausanne; Musée historique de Nyon; Musée historique de Vevey; Musée d'Yverdon-les-Bains et de sa région; Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel; Musée d'histoire de La Chaux-de-Fonds; Musée industriel du Val-de-Travers, Fleurier; Musée jurassien d'art et d'histoire, Delémont; Musée de l'Hôtel Dieu à Porrentruy; Musée d'art et d'histoire de Fribourg; Musée grüérien, Bulle; Musée cantonal d'histoire, Sion; Musée Neuhaus et Musée Omega, Bienne; Bernisches Historisches Museum; Musée d'ethnographie de Neuchâtel; Musée d'ethnographie de Genève; Museum für Kommunikation à Berne; Kriminalmuseum der Kantonspolizei, Museum für Gestaltung, Graphische Sammlung der ETH, Zürich; Basler Plakatsammlung à Bâle; Centre Iconographique genevois; Musée de l'Elysée, Lausanne; Fotomuseum et Fondation suisse pour la Photographie, Winterthur; Gretlers Panoptikum für Sozialgeschichte, Zurich; Cinémathèque Suisse, Penthaz; Centre pour l'image contemporaine de Saint Gervais, Genève.

13. Nous nous sommes donc pas intéressés aux sources écrites en elles-même, ni aux publications produites par les mouvements. Pour ces dernières, on trouvera des collections très complètes aux Archives sociales dans la section " Kleinschriften ", réunissant brochures et tracts.

14. La Bibliothèque nationale et les Bibliothèques publiques et universitaires de Genève et de Neuchâtel pour leurs collections d'affiches; le Département audiovisuel de la Bibliothèque de La Chaux-des-Fonds pour ses collections photographiques, sonores et cinématographiques; la Médiathèque valaisanne, à Sion et à Martigny, pour ses collections d'affiches et de photographies; la Médiathèque fribourgeoise pour ses collections audiovisuelles; les Archives de la ville de Lausanne pour leurs fonds audiovisuels.

15. Parmi les principaux fonds qui nous aient été signalés : les archives du Théâtre Mobile aux Archives de la ville de Genève; celles du Mouvement Anti-apartheid suisse romand aux Archives d'Etat de Genève; celles du Mouvement populaire pour l'environnement aux Archives communales de Neuchâtel; certains documents du Comité action Cinéma et d'autres du Groupe action urbanisme aux Archives de la ville de Lausanne. On mentionnera également les fonds de la BPU de Neuchâtel, liés aux conflits de travail chez Dubied et Bulova, ainsi que plusieurs fonds de la Bibliothèque de la Chaux-de-Fonds, notamment ceux du Centre pour l'action non violente, ancien Centre Martin Luther King, du Service civil international et de l'Union ouvrière.

16. On mentionnera notamment les fonds Olivier Pavillon, François Graff, Michèle et Philippe Maillard pour l'AEHMO, les fonds Engelsson, Gallin et Tronchet du Collège du travail et un fonds consacré à mai 68 au CIRA.

souvent hétérogènes et pas toujours inventoriés dans le détail, il ne devrait donc pas y avoir d'ensembles significatifs d'objets ou de documents visuels qui n'aient pas été pris en compte. Enfin, nous avons sollicité directement quelques acteurs du mouvement social, tel l'Union syndicale suisse et le nouveau syndicat UNIA, qui unit notamment la FTMH et le SIB, pour nous faire une idée du matériel conservé. Toutefois, notre projet étant de rendre compte des pièces entrées dans le patrimoine public, nous n'avons pas cherché à approfondir les recherches auprès des protagonistes eux-même, individus ou organisations. Au total nous avons donc consulté une cinquantaine de lieux de conservation, avec, dans quelques cas, une visite sur place¹⁷.

Compte tenu de notre préoccupation avant tout patrimoniale, nous n'avons pas cherché à donner une définition trop restrictive aux mouvements qui nous intéressaient: nous nous sommes contentés d'établir un cadre géographique, la Suisse romande, et des limites chronologiques, les années 60 et 70, considérant que le mouvement de jeunes du début des années 80 ouvrait sur une nouvelle période. Nous nous sommes donc enquis de témoignages matériels émanant du mouvement pour la paix, de l'opposition à la guerre du Vietnam, des revendications de la jeunesse, des luttes contre l'impérialisme et le capitalisme, de l'émancipation des femmes, de la protection de l'environnement, du rejet du nucléaire ou encore de l'émergence d'une culture alternative¹⁸. Après une présentation des résultats par type de support – affiches et tracts, photographies, films et vidéos, sous ainsi qu'objets –, nous reviendrons sur les divers aspects de la contestation documentés par ces pièces.

Le patrimoine préservé

L'affiche est incontestablement l'élément le mieux conservé. Près d'un tiers des institutions contactées en possède au moins quelques-unes. On constate qu'il existe dans chaque canton des lieux – bibliothèque, musée ou médiathèque – qui se chargent plus spécifiquement de la collecte d'affiches relatives à la vie

17. Nous tenons à remercier vivement les nombreuses personnes qui, dans ces institutions, n'ont pas ménagé leur peine pour nous répondre avec compétence, nous suggérer d'autres pistes de recherche et parfois nous recevoir dans leur mur. Sans eux, ce bilan patrimonial n'aurait simplement pas vu le jour. Nous tenons également à remercier Francesca Bossano, Didier Bufflier, Catherine Cormon, Sandra Hebler, Nadia Lamamra, Olivier Pavillon, Nicole Schweizer et France Terrier qui, à divers titres, nous ont aiguillé dans les méandres de notre quête patrimoniale.

18. Nous avons par contre laissé de côté la question jurassienne, car ses enjeux dépassent le cadre des mouvements sociaux des années 60 et 70. Le Musée jurassien d'art et d'histoire de Delémont, le Musée de l'Hôtel-Dieu de Porrentruy et Mémoires d'ici à St-Imier possèdent des fonds relatifs à cette lutte.

politique locale ou nationale¹⁹. On y trouve quelques traces de joutes électorales ainsi que de votations importantes telles celles relatives à la protection de l'environnement ou au droit de vote des femmes. Ces collections restent toutefois assez modestes et ne permettent pas de couvrir l'ensemble des questions abordées durant ces années. Surtout, elles sont généralement muettes sur les luttes menées par les nouveaux mouvements sociaux. Ces aspects sont cependant bien documentés grâce à deux fonds importants conservés à Genève et à Lausanne.

Le fonds Halosis, conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Genève, comporte plus de 500 affiches relatives aux revendications sociales et culturelles émises dans les années suivant 68, principalement à Genève. Produites en petites quantités et avec peu de moyens, elles font preuve d'un graphisme novateur, souvent d'une grande force d'expression. Elles témoignent des multiples thèmes de mobilisation: culture alternative, aménagement urbain, conflits de travail, antimilitarisme, féminisme, combats anti-nucléaires ou encore solidarité internationale avec les victimes de l'impérialisme ou des dictatures militaires (notamment au Vietnam, en Espagne et au Chili)²⁰. Le Musée historique de Lausanne possède un fonds similaire de plus de 700 affiches qui court de la fin des années 60 aux années 90. Moins culturel que politique, cet ensemble est plutôt tourné sur la production des organisations de l'extrême-gauche lausannoise et du mouvement trotskiste international. On y trouve évidemment certaines affiches identiques, ainsi que des thématiques politiques communes²¹. Par ailleurs, plusieurs institutions d'importance nationale, Museum für Gestaltung, Bibliothèque nationale, Basler Plakatsammlung et Archives sociales suisses, possèdent des affiches en lien avec les débats politiques nationaux. À l'exception de quelques dizaines de pièces éditées en français, elles concernent toutefois quasi exclusivement la Suisse alémanique. De nombreux fonds d'archives contiennent également quelques affiches, à l'instar de ceux de l'AEHMO. Enfin, en plus des Archives sociales qui ont toute une section consacrée aux tracts, on relèvera que plusieurs institutions romandes possèdent de petits ensemble de tracts contestataires, notamment les Archives cantonales vaudoises, les Archives de la ville de Lausanne, les Bibliothèques

19. Les Bibliothèques publiques et universitaires de Genève, de Neuchâtel et de Fribourg, la Médiathèque valaisanne à Sion, le Musée jurassien d'art et d'histoire à Delémont ou encore le Musée historique de Lausanne.

20. Pour une présentation du fonds Halosis, voir Charles Giroud, *op. cit.*

21. Pour une analyse du fonds Furtaff du Musée historique, voir Leuenberger et Pavillon, *op. cit.*

publiques et universitaires de Genève et de Neuchâtel, la Bibliothèque de la Ville de la Chaux-de-Fonds et le CIRA.

Contrairement à nos attentes, la photographie est assez faiblement représentée dans les institutions patrimoniales. En fait, seul le Centre iconographique genevois possède une collection significative d'images des mouvements sociaux. En plus de quelques photographies consacrées au contexte genevois, il possède deux importants fonds de négatifs liés à l'actualité: celui de l'agence Interpresse et celui d'un photographe ayant travaillé pour le journal *La Suisse*. Ensemble, ces deux fonds documentent de façon détaillée de nombreuses manifestations de rue qui ont eu lieu en Suisse Romande entre 1966 et 1978 et de façon plus anecdotique certaines occupations d'immeubles, grèves ou activités culturelles alternatives. Quelques manifestations et conflits de travail peuvent être traités à l'aide d'images du Gretlers Panoptikum zur Sozialgeschichte, bien que cette collection soit centrée sur la Suisse alémanique. Quand aux autres institutions spécialisées dans la préservation de la photographie – médiathèques ou musées –, elles ne disposent, dans le meilleur des cas, que de quelques images en relations avec ces luttes en dépit de collections souvent très importantes²². Plusieurs photographes, notamment Armand Deriaz, Mario Del Curto et Philippe Maeder qui publièrent la *Suisse en mouvement. Images de luttes populaires 1970-1980*²³, et certaines agences, comme Interfoto, « agence non professionnelle de contre-information » fondée en 1976, se sont efforcés de documenter les actions contestataires avec empathie. D'autres images pourraient être obtenues auprès de photographes de presse ou d'éditeurs, tels Edipresse ou Ringier. Cependant, ces images sont encore insérées dans le circuit des usages professionnels, artistiques et commerciaux. Elles n'ont pas encore perdu leur fonction initiale et n'ont donc pas rejoint les collections patrimoniales. On peut cependant espérer que les années passant, certains fonds, à l'instar de celui d'Interpresse, prennent place dans les institutions publiques. Plusieurs fonds officiels, notamment ceux des services de la police, de la culture ou de l'urbanisme, devraient également permettre de mieux documenter les nombreuses manifestations publiques à l'instar du service vidéo-photo de la police de Lausanne²⁴. Enfin, on peut imaginer que de nombreux protagonistes conservent des images de leurs activités et que certaines d'entre elles

22. C'est notamment le cas de la Médiathèque valaisanne ainsi que de la Bibliothèque de La Chaux-de-Fonds qui possèdent quelques photographies.

23. Lausanne: Editions d'en bas; Zürich: Rotpunktverlag, 1981, 191 p.

24. Ce service, fondé en 1958, a fait l'objet d'un regard rétrospectif dans la presse. Martine Clerc, « Plongée dans l'album photos de la police lausannoise », *24 Heures*, 31 mars 2005, p. 31.

rejoindront les institutions patrimoniales, soit comme ensemble de documents photographiques, soit, plus vraisemblablement, au sein de fonds d'archives privées²⁵.

Les documents audiovisuels sur les années 60 et 70 sont nombreux, mais peu proviennent des protagonistes eux-mêmes²⁶. Parmi les rares réalisations émanant directement du mouvement figurent les trois Films-tracts du Comité Action Cinéma (CAC). À l'instar des tracts sur papier, mais dans une forme renouvelée, ces courts-métrages servent à propager un message politique²⁷. Le premier des trois est centré sur la revendication d'un cinéma populaire et la dénonciation d'une culture dominée par la quête du profit, qu'incarne George Vuille, propriétaire de plusieurs salles de cinéma lausannoises et principale cible du CAC. Le second s'en prend au rôle de l'école dans la reproduction de l'ordre social et le troisième promeut notamment la révolution chinoise et l'émancipation des femmes. Francis Reusser, alors lui même militant, réalisa plusieurs films en lien avec ses engagements, notamment *Le Grand Soir* (1976), une fiction sur le militantisme qui se déroule à Lausanne. La plupart des autres films qu'il réalise durant ces années intègrent certaines questions politiques ou sociales d'alors²⁸. Il existe certainement d'autres réalisations provenant directement des mouvements de contestation, à l'instar du film *Service civil* de Marcel Schüpbach, Fabien Landry et Alain Nicolet tourné en 1975 pour le compte du Comité Münchenstein et du Comité Neuchâtelois pour un Service civil²⁹. Cependant, une recherche approfondie, permettant de répertorier ces documents, reste à faire. En outre, ni

25. Une récente publication de la FTMH donne une idée des documents photographiques que peuvent contenir les archives des syndicats (ouvriers ou ouvrières au travail, manifestations de rue, conflits de travail, congrès). Syndicats de l'industrie, de la construction et des services FTMH, *Voies multiples, but unique. Regards sur le syndicat FTMH 1970-2000*, Lausanne: Editions Payot, 2004, 150 p.

26. La plupart d'entre eux sont d'ailleurs l'objet de projets de préservation chapeauté par Memoriav, l'association en charge de la sauvegarde de la mémoire audiovisuelle suisse fondée en 1995. Pour plus de détails sur l'association et ses projets, <www.memoriav.ch>.

27. Plusieurs séquences de ces courts-métrages sont intégrés au documentaire de Francis Reusser *Les Printemps de notre vie* (2003), qui participa à leur réalisation. Ils sont déposés à la Cinémathèque suisse. Une copie du premier Film-tract du CAC peut être consultée aux Archives de la ville de Lausanne.

28. On renvoie à sa filmographie, largement évoquée dans *Les Printemps de notre vie*. On signalera toutefois *Osiris aux Iris* (1974), un documentaire peu connu, réalisé sous la direction de Dominique Gilliard dans le cadre d'un projet de l'Institut d'Architecture de l'Université de Genève. Ce film s'intéresse à un quartier de maisonnettes d'Yverdon-les-Bains qui est issu de la transformation d'anciennes baraques de pêcheurs. Il cherche à faire ressortir la part d'utopie communautaire et de besoin d'autonomie qui guident ses habitants.

29. Archives du Services civil international, Bibliothèque de la Chaux-de-Fonds.

le fonds cinématographique de la FTMH³⁰, ni celui de la Centrale suisse d'éducation ouvrière (CSEO)³¹, malgré son importance, ne proposent d'images sur les mouvements romands des années 60 et 70. On trouve par contre quelques documents intéressants au Centre pour l'image contemporaine St-Gervais à Genève parmi la quinzaine de vidéos qui traitent de questions sociales et culturelles, notamment plusieurs réalisations de Guy Milliard³². Par ailleurs, au cours de ces années, plusieurs jeunes réalisateurs suisses, inspirés par l'émergence d'un nouveau cinéma au niveau international, ont proposé un nouveau type de cinéma. On pense au Groupe des Cinq fondé en 1968 par Alain Tanner, Michel Soutter, Jean-Louis Roy, Claude Goretta et Jean-Jacques Lagrange, remplacé par la suite par Yves Yersin, qui a contribué par ses réalisations et ses productions à l'émergence d'un nouveau cinéma suisse doté d'une dimension critique et politique³³. Parmi les documentaires, et bien qu'il soit en allemand, signalons le film de Hans et Nina Stürm, *Ein Streik ist keine Sonntagsschule* (1974), qui traite de la grève des ouvriers de la fabrique de piano biennoise Burger & Jacobi.

Parmi les sources documentaires contemporaines des événements, on signalera les images d'actualité qui sont devenues des sources historiques incontournables ainsi que des documents rencontrant un large intérêt public, ce qu'attestent les nombreuses productions contemporaines, télévisuelles ou cinématographiques, qui recourent aux images d'archives pour leur intérêt documentaire, mais aussi, souvent, pour leur capacité à susciter l'émotion nostalgique. Si le *Ciné-journal suisse* (1940-1975) a pris place dans le patrimoine public³⁴, les images télévisuelles restent dans le giron de leur producteur. Ainsi la Télévision Suisse Romande, comme ses homologues alémanique et tessinoise, recèle de nombreuses images de la contestation publique, que ce soit dans ses téléjournaux ou dans ses émissions d'actualités, notamment *Continents sans Visa* (1959-1969), puis *Temps Présent* (dès 1969)³⁵. Le moment venu, les images

30. Déposé aux Archives sociales avec les films du SIB et de la FCTA (versement d'UNIA).

31. Le fonds de la CSEO est consultable aux Archives fédérales. Pour une analyse du fonds, voir: Cinoptika, « Cinéma et mouvement ouvrière », dans: B. Studer et F. Vallotton., *op. cit.*, pp. 187-222.

32. Vidéo socioculturelles de Suisse romande, 1970-1985.

33. Une analyse du nouveau cinéma suisse est proposée par Stephan Portmann, *Der Neue Schweizerfilm (1965-1985). Ein Studienbericht zur Analyse ausgewählter Spiel- und Dokumentarfilme*, Freiburg: Universitätsverlag, 1992, 346 p. Quelques pistes complémentaires sont proposées par Cinoptika, *op. cit.*, pp. 208-209.

34. Le Ciné-journal est conservée à la Cinémathèque suisse.

35. Le *Ciné-journal suisse* (1940-1975), le *Téléjournal*, produit en 3 langues à Zurich (1957-1980), *Continents sans Visa* (1959-1969) et le *Journal Romand* (1981-1986) ont fait, ou font, l'objet du projet de préservation des sources audiovisuelles *Information politique* de Memoriav. Elle vise à sauvegarder la mémoire politique de la Suisse. Toutes ces images sont consultables aux Archives fédérales à Berne.

de police pourront également enrichir les sources audiovisuelles sur les actions contestataires, pour autant que ce matériel soit disponible.

Dans le registre du témoignage rétrospectif, on mentionnera la série des Plans-Fixes, initiée en 1977, qui propose les récits de plusieurs personnalités actives dans la vie politique et culturelle de ces années³⁶. Si ce ne sont généralement pas directement des acteurs et des actrices des nouveaux mouvements sociaux, ils peuvent mettre en perspective certains événements. Les Archives de la ville de Lausanne conservent une quinzaine d'interviews vidéo réalisées par Pierre Jeanneret, qui portent sur l'histoire du Parti ouvrier et populaire. Ils offrent néanmoins plusieurs éclairages sur les luttes des années 60 et 70: mouvement des étudiants, nouvelle gauche ou encore opposition au nucléaire³⁷. Dans ce même registre, mais sous une forme différente, on mentionnera plusieurs documentaires qui, donnant la parole aux protagonistes, leur permettent d'apporter un éclairage sur les luttes passées et le sens de celles-ci. Citons en particulier *Connu de nos services* (1997) de Jean-Stéphane Bron, *Les Printemps de notre vie* (2003) de Francis Reusser, tous deux sur l'extrême-gauche lausannoise, ainsi que *Debout!* (1999) de Carole Roussopoulos, qui traite de l'histoire du mouvement féministe. À la lumière de ces films, il apparaît d'ailleurs qu'il existe quelques documents amateurs qui proposent un regard sur le quotidien des militants et des militantes et leur vécu personnel. Il serait profitable de pouvoir compléter les collections audiovisuelles avec ce type de témoignages.

Dans le domaine du son, on mentionnera la trentaine de bandes sonores rassemblées par de l'Atelier de recherche historique sur les témoignages oraux (ARTHO) et conservées aux Archives de la ville de Lausanne³⁸. Réalisées dans le cadre d'un séminaire de l'Université de Lausanne, elles portent sur les répercussions de mai 68 en Suisse romande. Dans les archives de l'AEHMO, on trouve une douzaine de témoignages sonores recueillis par Pierre Jeanneret, relatifs à l'histoire du Parti ouvrier et populaire dans l'après-guerre³⁹.

36. On y trouve notamment Jacqueline Berenstein-Wavre, Simone Chapuis-Bischoff, Gaston Cherpillod, Armand Forel, Jean-Jacques Langendorf, Jean Mayerat, Anne-Catherine Ménetrey-Savary ou encore Marie-Christine Mikhaïlo. Le catalogue des films est consultable sur le site internet de l'Association Films Plans-fixes, <www.plansfixes.ch>.

37. Une liste des entretiens signalant les principaux sujets abordés est donnée dans Pierre Jeanneret, *art. cit.*, p. 66. Quelques entretiens se sont rajoutés depuis, notamment celui de Sylvain Goujon, actif dans le Mouvement démocratique des étudiants.

38. À propos du projet de l'Atelier de recherche historique sur les témoignages oraux (ARTHO), voir note 3.

39. Une liste est fournie dans Pierre Jeanneret, *Popistes. Histoire du Parti Ouvrier et Populaire Vaudois 1943-2001*, Lausanne: Editions d'en bas, 2002, p. 751.40.

Un ensemble documentaire un peu particulier nous est fourni par les archives sonores du Club 44 de la Chaux-de-Fonds, conservé au Département audiovisuel de la Bibliothèque de la Ville⁴⁰. Au travers de conférences données par divers intervenants – experts, politiciens, hommes de lettres –, il rend compte des changements sociaux en cours et de problèmes d'actualité ayant notamment trait à l'environnement, à la jeunesse, aux femmes ou encore à la situation économique.

Enfin, comme la télévision, la radio constitue une source d'émissions contemporaines des événements d'une très grande richesse qui reste toutefois sous la responsabilité de la Radio Suisse romande elle-même.

À notre grand dépit, mais sans véritable surprise, nous avons dû constater qu'aucun objet en trois dimensions n'avait été collecté par les institutions de Suisse romande : ni pancarte ou figure en carton-pâte, ni caddie de récolte de signature ou pavé, ni polycopieuse ou matériel de sérigraphie, ni même badge ou banderole. Les rares objets conservés se trouvent dans des institutions sises en Suisse alémanique et portent quasi exclusivement sur des activités outre-Sarine. Le Musée national conserve en effet quelques pièces en lien avec les mouvements sociaux, notamment le masque à gaz artisanal cité auparavant et une pancarte utilisée dans la lutte contre la centrale nucléaire de Gösgen à la fin des années 70 ; il possède également un drapeau syndical et quelques banderoles de Premier Mai. La contrepartie institutionnelle à ces objets est donnée par un équipement anti-émeute de la police zurichoise utilisé dans les années 60 et 70, notamment lors des manifestations de jeunes de juin 1968. Le Musée historique de Berne recèle également quelques pièces, principalement des badges, qui portent cependant plutôt sur les années 80. Concernant la Suisse alémanique toujours, les Archives sociales à Zurich ont gardé un certain nombre de banderoles, de badges, d'insignes de Premier Mai et d'autocollants livrés avec les fonds d'archives. On y trouve également quelques gadgets de propagande, contre le nucléaire ou le lait en poudre par exemple, et des produits témoins du commerce équitable. Récemment, les Archives ont reçu les fonds de la FTMH qui contiennent certains objets commémoratifs, ainsi que des objets d'identification (badges, casquettes), mais apparemment pas d'objets artisanaux, témoins de lutte. Dans le cadre du versement de l'ensemble des archives des syndicats fusionnés dans UNIA, elles vont également recevoir les fonds du SIB et de la FCTA. Enfin, au Musée de la police criminelle de Zurich, on trouve un ensemble d'objets et de documents témoignant des activités d'un petit groupe

40. Voir Christina Rodeschini, « Le DAV et les archives sonores du Club 44 », *Arbido*, 4, 2005, pp.18-19.

terroriste zurichois actif aux débuts des années 70: armes, faux papiers, littérature de propagande⁴¹.

Un patrimoine négligé

Au terme de ce tour d'horizon patrimonial, nous nous apercevons que certains aspects des mouvements contestataires des années 60 et 70 sont mieux documentés que d'autres. La manifestation est certainement l'élément le mieux traité: affiches, tracts, photographies, films permettent de rendre compte des revendications comme des formes d'action. En outre, la plupart des objets conservés touchent à ce domaine. Ils sont toutefois loin de permettre de faire le tour de la question ; que l'on pense simplement à l'absence de mégaphone, pourtant symbole incontestable du manifestant scandant ses slogans. Surtout, ces objets ne témoignent d'aucune action survenue en Suisse romande. L'identité et la spécificité des divers mouvements et des organisations qui les animent peuvent également être mises en valeur grâce aux affiches avec leur slogan et leur graphisme. Mais excepté quelques exemples syndicaux fournis par UNIA, les objets qui renforçaient cette identité et soulignaient l'appartenance au groupe – drapeaux, badges, t-shirts et casquettes – font défaut⁴². Quant à l'action militante au quotidien, elle apparaît très peu dans les documents conservés: ni objets, ni photographies, ni films qui montrent la préparation des actions politiques, la fabrication du matériel de propagande ou encore les innombrables réunions, conférences ou séances de formation. Peu de documents témoignent par ailleurs des réalisations concrètes des mouvements revendicatifs : centre de jeunes, imprimeries coopératives ou scènes alternatives. Outre les quelques reportages photographiques du Centre iconographique genevois, il existe certainement d'autres images, notamment télévisuelles, de ces lieux, comme c'est le cas, par exemple, pour le dispensaire des femmes à Genève⁴³. Il est par contre à craindre qu'il reste peu d'objets témoignant de ces réalisations, de leurs activités et de leurs pratiques alternatives.

Si cet état des lieux a permis de mettre à jour diverses traces des mouvements sociaux, on constatera néanmoins qu'elles sont disparates et, à quelques exceptions près, peu abondantes. On peut dès lors s'interroger sur les raisons de la

41. Un rapide aperçu de ce matériel nous est donné dans le film *Do it* (2000) de Sabine Gisiger et Marcel Zwingli consacré à ce groupe.

42. Une analyse de la signification de ce genre d'objets est proposé par Louisette Battais, « Les objets de mémoire de la CFDT », dans: Noëlle Gérôme (dir.), *op. cit.*, pp. 257-267.

43. Images diffusées dans l'émission présentée par Liliane Roskopf, *Les mouvements féministes: le temps des sorcières*, TSR, 14.05.1980.44. Sur les enjeux du passage d'une sélection passive à une sélection active, voir *Tri, sélection, conservation. Quel patrimoine pour l'avenir?*, *op. cit.*

relative pauvreté des témoignages conservés. Elles nous semblent relever de la conjonction de plusieurs éléments défavorables.

D'abord, on notera que ces documents sont de production récente et ne sont pas encore véritablement entrés dans le champ du patrimoine historique. L'ancienneté constitue en effet un critère important, lorsqu'il est question d'attribuer une valeur patrimoniale. Bien que ce critère soit maintenant remis en question, par souci d'anticiper sur l'avenir et de collecter activement des témoins de la société contemporaine, cette réflexion n'était pas encore d'actualité dans les années qui nous occupent⁴⁴. Ainsi, certaines institutions collectent maintenant directement auprès des producteurs des objets et documents témoignant des luttes sociales, mais ce travail permet rarement de combler les lacunes anciennes, si ce n'est pour les témoignages audiovisuels.

Ensuite, on relèvera la nature même des objets et documents, souvent éphémères, voire recyclables dans le cas du matériel de manifestation, sans valeur matérielle ou artistique reconnue. À quelques rares exceptions près, ce ne sont pas des pièces patrimoniales, au sens traditionnel et étymologique du terme, tels que peuvent l'être les œuvres d'art ou le mobilier ancien. Au vu de leur qualité graphique, on ne s'étonnera donc pas que les affiches contestataires figurent parmi les premiers éléments préservés, en dépit de leur fragilité.

La préservation de ce matériel a également souffert du peu d'intérêt que les historiens et les conservateurs du patrimoine accordaient à la vie quotidienne et l'action des groupes sociaux dominés. Bien que cette situation se soit modifiée à partir des années 70, notamment sous l'effet des mouvements sociaux, ces changements ne se sont pas immédiatement traduits dans la politique d'acquisition des institutions patrimoniales. Lors de notre enquête, nous avons ainsi pu constater que la plupart étaient maintenant intéressées par la collecte de ce type de témoignages, mais que, faute de moyens, elles affirmaient être dans l'impossibilité de donner suite à ce souhait. Si cet état de fait manifeste vraisemblablement un intérêt moindre pour ce patrimoine que pour d'autres, plus prestigieux ou mieux établis, il signale néanmoins une première reconnaissance.

On soulignera l'absence, en Suisse romande, d'institutions spécifiquement dédiées à la conservation d'objets ou de documents visuels émanant des mouvements sociaux. Bien qu'il existe plusieurs lieux voués aux archives, aucun d'entre eux ne met l'accent sur la conservation d'objets, de documents iconographiques, photographiques ou audiovisuels. Au contraire, lieux d'archivage,

44. Sur les enjeux du passage d'une sélection passive à une sélection active, voir *Tri, sélection, conservation. Quel patrimoine pour l'avenir?*, op. cit.

ils sont souvent empruntés lorsqu'il s'agit de traiter de pièces ne correspondant pas aux supports et aux formats avec lesquels ils sont habituellement aux prises. Des banderoles en textile de plusieurs mètres de long ou un « capitaliste » en carton pâte posent en effet des problèmes de conservation qui sont plutôt du ressort de musées que d'archives. Aussi, ces pièces sont-elles conservées, non sans réticence, lorsqu'elles accompagnent des sources écrites, mais rarement pour elles-mêmes.

Renversant la perspective, on remarquera le refus des acteurs et des actrices de remettre leurs documents aux institutions patrimoniales. Souvent, ce matériel est encore trop récent pour être définitivement archivé et sert encore à ses auteurs, notamment dans le cas de documents photographiques ou filmiques à usages commerciaux. Parfois, ce refus provient de la méfiance des protagonistes envers les institutions liées aux autorités avec lesquelles ils étaient en conflit et qui les avaient placées sous étroite surveillance. Il tient aussi au rejet d'une institutionnalisation perçue comme un reniement. Un tel transfert signifie également l'ultime étape du mouvement, l'acceptation de sa fin définitive; il est donc une forme de mort symbolique qui peut être difficile à accepter⁴⁵. À contrario, il peut être perçu comme sa pérennisation et son entrée dans l'histoire facilitant ainsi le transfert.

Une nécessaire préservation

Les protagonistes ont un rôle essentiel dans la transmission du patrimoine. Ainsi, les affiches, qui sont les seules pièces dont il existe des ensembles significatifs, hormis les archives, ont été très tôt l'objet d'une attention particulière. En 1979 déjà, se créait l'association Halosis vouée à la collecte et la préservation des affiches de la contestation⁴⁶. Elles furent l'objet d'une exposition en automne de la même année à Genève⁴⁷. Une entreprise similaire eut lieu à Lausanne en 1980 à l'instigation du Comité pour la Liberté d'Affichage⁴⁸. Au cours de notre enquête, il est apparu que de nombreux documents existaient encore chez les

45. À propos de l'opération symbolique transformant l'objet utilitaire en pièce patrimoniale, on consultera les travaux de Krystof Pomian, et notamment « Musée et patrimoine » paru dans: Marie Jeanne Choffel-Mailfert et Joseph Romano (dir.), *Vers une transition culturelle*, 1991, pp. 85-108.

46. Groupe Halosis, Lettre-appel, [1979]. Affiche de la BPU Genève, fonds Halosis.

47. Halosis, Affiches sauvages à Genève 1968-1978, Ecole primaire 47 rue de Neuchâtel, du 21 septembre au 21 octobre 1979. Affiche annonçant l'exposition conservée à la BPU.

48. Exposition « 10 ans d'affichage sauvage Lausanne Genève » organisée aux Galeries du Commerce entre le 28 avril et le 17 mai 1980. Affiche de l'exposition conservée au Musée historique de Lausanne dans le Fonds Furtaff. Il s'agit peut-être d'une partie, voire de la totalité des affiches collectées à Genève.

acteurs des luttes des années 60 et 70 ou leurs héritiers⁴⁹. La nature limitée de notre projet ne nous a toutefois pas permis de poursuivre nos recherches dans ces archives privées, mais il est certain que de telles démarches permettraient de mettre à jour de nouveaux pans du patrimoine des mouvements sociaux.

Il est cependant à craindre que tous les éléments ne fassent pas l'objet de la même attention et, en particulier, que les témoins du quotidien militant s'effacent devant les pièces produites dans l'espace public, lors de manifestations ou d'actions de rue (banderoles, affiches, tracts). En effet, en dépit de l'intérêt croissant porté au quotidien et au privé, les phénomènes liés au politique et à l'espace public tendent à garder un rôle prééminent. Or, l'une des spécificités des luttes des années 60 et 70 ayant été de remettre en question cette division entre privé et public, personnel et politique, il est d'autant plus important de ne pas se contenter de préserver les aspects les plus visibles et c'est peut-être là que l'histoire orale propose une contribution essentielle, permettant de saisir l'articulation entre les diverses dimensions de l'action militante.

Sans vouloir sacrifier à la « fièvre conservatrice »⁵⁰ qui s'est emparée de nos sociétés depuis les années 70, il nous semble néanmoins nécessaire d'œuvrer à la préservation de ce patrimoine. Bien sûr, il n'est pas question de conserver l'ensemble des traces laissées par les mouvements sociaux, mais d'identifier un certain nombre de pièces qui, par leur représentativité et leur exemplarité, permettent de rendre compte des luttes menées dans les années 60 et 70 ainsi que du quotidien militant. Souhaitons donc qu'une partie des pièces conservées dans les caves et les greniers d'anciens protagonistes – individus ou organisations – puissent être préservées et intégrées dans les collections d'institutions patrimoniales. En effet, il s'agit là de sources qui éclairent plusieurs aspects de l'histoire sociale sous un jour nouveau. Ces pièces permettent également de donner à voir cette histoire, soit sous la forme d'illustrations comme c'est le cas ici, soit sous la forme d'objets en trois dimensions qui, dans le cadre d'expositions, incarnent les aspirations et les modes d'action des mouvements sociaux. Le cas échéant, elles peuvent également servir aux acteurs eux-même, ou à leurs alter-ego contemporains, à entretenir la mémoire des luttes et enrichir les pratiques contemporaines.

PATRICK AUDERSET, ALESSIA FONDRINI

49. Plusieurs responsables d'institutions nous ont aimablement aiguillés vers d'anciens militants ou militantes susceptibles de détenir des pièces intéressantes.

50. Selon l'expression utilisée par Jean-Didier Urbain, « La fièvre conservatrice: expansion ou déplacement ? », dans: *Tri. Sélection, conservation, op. cit.*, pp. 24-32.



Neuchâtel, août 1976. Manifestation des ouvriers grévistes de l'usine de machines à coudre Dubied, à Couvet.

Photo Mario Del Curto, tirée de *Suisse en mouvement*, Ed. d'en bas, 1981.